

*Délibération n° 139/2018 du 23 août 2018 portant modifications du budget principal
de l'exercice 2018*

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la délibération n° 21/2018 du 23 mars 2018 approuvant le budget primitif du Budget principal pour l'exercice 2018 ;
- **VU** la délibération n° 103/2018 du 27 avril 2018 portant modifications du budget principal de l'exercice 2018 ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission des Ressources et de la Commission des Affaires Administratives réunies en date du 08 août 2018 ;
- **Considérant** qu'il y a lieu de modifier à nouveau le budget principal de la commune de PUNAAUIA approuvé par délibération n° 21/2018 du 23 mars 2018 afin de prendre en compte les ajustements nécessaires ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Sont autorisés, au budget principal de l'exercice 2018, les virements et ouvertures de crédits tels qu'ils résultent des tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT						
Chapitre	Article	Libellé	DEPENSES		RECETTES	
Opérations réelles			En -	En +	En -	En +
011	Charges à caractère général		0	750 000	0	0
	60632	Fournitures de petit équipement		750 000		
65	Autres charges de gestion courante		0	7 000 000	0	0
	657364	Subventions de fonctionnement versées aux organismes à caractère industriel et commercial		5 000 000		
	6574	Subventions de fonctionnement versées aux associations et aux organismes de droit privé		2 000 000		
67	Charges exceptionnelles		0	250 000	0	0
	6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		250 000		
022	Dépenses imprévues		8 000 000	0	0	0
	022	Dépenses imprévues	8 000 000			
sous-total opérations réelles SF			8 000 000	8 000 000	0	0
Opérations d'ordre			En -	En +	En -	En +
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		0	0	0	0
023	Virement à la section d'investissement		0	0	0	0
sous-total opérations d'ordre SF			0	0	0	0
Total op. réelles + op. d'ordre SF			8 000 000	8 000 000	0	0
		+ ou -	0		0	

SECTION D'INVESTISSEMENT						
Chapitre	Article	Libellé	DEPENSES		RECETTES	
Opérations réelles			En -	En +	En -	En +
27	Autres immobilisations financières		0	525 000 000	0	525 000 000
	275	Dépôts et cautionnements versés		525 000 000		525 000 000
sous-total opérations réelles SI			0	525 000 000	0	525 000 000
Opérations d'ordre			En -	En +	En -	En +
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		0	0	0	0
021	Virement de la section de fonctionnement		0	0	0	0
sous-total opérations d'ordre SI			0	0	0	0
Total op. réelles + op. d'ordre SI			0	525 000 000	0	525 000 000
		+ ou -	525 000 000		525 000 000	

Article 2 – Le montant total du budget principal ainsi modifié, est arrêté en équilibre de recettes et de dépenses à la somme de **sept milliards sept cent quatorze millions deux cent trente-six mille trois cent quatorze francs CFP** (7 714 236 314 F CFP) :

- Sa section de fonctionnement, arrêtée en équilibre de recettes et de dépenses à la somme de **quatre milliards huit cent vingt-trois millions quatre-vingt-neuf mille cinq cent trente-huit francs CFP** (4 823 089 538 F CFP), reste inchangée ;
- Sa section d'investissement arrêtée en équilibre de recettes et de dépenses s'élève à la somme de **deux milliards huit cent quatre-vingt-onze millions cent quarante-six mille sept cent soixante-seize francs CFP** (2 891 146 776 F CFP).

Article 3 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication et sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 23 août 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché,
Le 1^{er} Adjoint,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT